**Zeitschrift:** Acta Tropica
**Herausgeber:** Schweizerisches Tropeninstitut (Basel)
**Band:** 37 (1980)
**Heft:** (11): Santé de l'enfant d'âge scolaire en Côte d'Ivoire

**Artikel:** Histoire et ethno-sociologie de quatre villages ivoiriens
**Autor:** Schwartz, A.
**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-312677

**Nutzungsbedingungen**
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 12.07.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Histoire et ethno-sociologie de quatre villages ivoiriens

A. Schwartz

*Abadjin-Doumé, village ébrié*

Parmi les quelque 50 villages ébrié divisés traditionnellement en neuf *goto*, «tribus» ou «phratries», unités en fait davantage territoriales que sociales (de *go*, «territoire»), le village d'Abadjin-Doumé et ses deux villages frères, Abadjin-Kouté et Bimbresso, occupent une place relativement originale. Tous trois réunis s'identifient à un dixième *goto*, non reconnu (volontairement ou pas) par les spécialistes (Niangoran-Bouah, 1969; Paulme, 1970), le *goto abadjin*, né d'une scission du *goto abobo*.

Il est impossible de préciser l'époque à laquelle leurs ancêtres quittèrent la région d'Abobo, «au milieu de la forêt», pour venir s'installer à 15–20 km à l'ouest du futur Abidjan, à proximité de la lagune ébrié. Cela se passa sans doute au 19e siècle, à l'une des heures de gloire de la lagune, alors plaque tournante du commerce de traite (ivoire et huile de palme notamment). Un groupe se fixa même tout à fait au bord de l'eau, où il fonda *Abadjin-Doumé*, dont le nom évoque encore ce déplacement (littéralement: *aba*, «ils sont venus», *djin*, «s'installer», *doumé*, «au bord de l'eau»), de la même façon que le terme *Tchaman*, qui désigne à l'origine le peuple ébrié, signifie «ceux qui ont quitté le pays».

Le village compte aujourd'hui plus de 500 habitants. Il est structuré, comme tous les villages ébrié, en *mandu*, qu'il est coutume de traduire par «familles», en fait matrilignages, la société ébrié étant matrilinéaire. Sept seulement au lieu des huit habituels sont représentés. C'est la famille *Kwédoman* qui est de loin la plus nombreuse: environ 300 ressortissants, soit plus de la moitié de la communauté. Elle a donné de nombreux chefs au village, dont le jeune chef actuel, de la classe d'âge des *Bleswé*, classe depuis peu au pouvoir. La société ébrié est en effet une société à classes d'âge, *afétué*. Celles-ci, au nombre de quatre, se succèdent dans un ordre immuable, *Dugbo*, *Tchagba*, *Bleswé*, *Niando*. Chaque Ebrié appartient toute sa vie durant à la même classe, les promotionnaires étant tour à tour enfants, guerriers, hommes mûrs (parmi lesquels est choisi le chef de village) et vieillards.

Bien que déjà nombreux, et en dépit de problèmes d'espace aigus (problèmes propres à toute la sous-préfecture de Bingerville), les Ebrié d'Abadjin-Doumé, comme tous les leurs, hébergent sur leur terroir une forte proportion d'«étrangers», en l'occurrence une centaine de Ghanéens, une trentaine d'Agni et Baoulé, une dizaine de Voltaïques. L'espace dont dispose cette communauté paraît en effet très restreint: moins de 1000 ha, encerclés par les concessions de

l'ORSTOM[1], de l'Institut Pasteur et de l'IRCA[2]. Les cultures de rente sont par conséquent quelque peu négligées: avant tout il faut manger et, pour cela, refaire chaque année à une place différente, un nouveau champ de manioc ou d'igname. Peu de cacao et café donc, cinq plantations de palmier à huile dans le cadre du complexe SODEPALM de l'Anguédédou, deux plantations d'hévéa sous l'impulsion de l'IRCA: le bilan est maigre. Quant à la pêche, jadis leur activité principale, comme le laissent entendre depuis deux ou trois ans tous les autochtones riverains de la lagune, il n'y a plus (ou presque plus) de poisson.

Pourtant le village est cossu, plus avenant que la proche banlieue d'Abidjan – le grand quartier d'Adjamé –, dont le sépare une simple course en taxi d'une demi-heure, tarifiée à 100–160 francs (selon le véhicule). En fait, beaucoup de chefs de famille tirent leurs revenus de la capitale, où ils travaillent quotidiennement tout en continuant à vivre au village. Les uns et les autres s'entraînent dans cette vocation urbaine. Ils sont huit par exemple à travailler dans la même entreprise de travaux publics. Une enquête budgétaire révélerait certainement toute l'emprise de la ville sur ce village qui, malgré son allure de village-rue traditionnel, est déjà une sorte de cité-dortoir, plus tributaire d'Abidjan que de son propre terroir.

*Ahondo, village baoulé*

Ahondo est un village baoulé, de la tribu Souhamélé. «Blotti», comme le toponyme l'évoque, sur la rive gauche du Bandama, le village actuel n'occupe son site que depuis un siècle environ. A l'instar des neuf autres villages de la tribu, Ahondo était autrefois installé sur la rive droite du fleuve, légèrement plus en aval, à proximité de Taabo, dont il fuit le voisinage à la suite d'un palabre. Les Souhamélé, «les porteurs des écouvillons», faisaient partie du groupe des Assabou, composé par les membres de la famille proche de la Reine Abla Pokou, sœur du prétendant malheureux au trône du royaume ashanti (actuel Ghana) et chef de file du mouvement d'exode qui amena, vers 1720–1730, les Baoulé en Côte d'Ivoire. Au cours de l'étape finale de cette fuite vers l'ouest, la Reine les envoya en éclaireurs pour couvrir le flanc gauche de son armée. Les Souhamélé se perdirent dans la forêt et, renonçant à retrouver les traces de leur souveraine, se fixèrent sur la rive droite du Bandama, territoire qu'ils occupent maintenant depuis quelque 250 ans (de Salverte-Marmier, 1962–1964).

Ahondo compte, en décembre 1974, 909 habitants, dont 340 allochtones (Recensement AVB, 1972). Les autochtones se partagent entre deux *aulobo*, «familles étendues», de 300 et 260 personnes chacun. L'aulobo baoulé «regroupe plusieurs familles élémentaires rattachées les unes aux autres par des liens de parenté, de captivité et de clientèle» (Etienne, 1962–1964). Ces deux familles étendues sont elles-mêmes respectivement constituées de 46 et 37 *aulo*,

[1] Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer
[2] Institut de Recherche sur le Caoutchouc en Afrique

«familles élémentaires» ou *«cours»*. L'*aulo*, qui peut se définir comme l'«espace délimité par des bâtiments à usage d'habitation ou à usage domestique... où vivent un ou plusieurs ménages et des dépendants», est à la fois «une unité sociale de résidence, un groupement de parenté et d'alliance, un groupe de solidarité économique» (Etienne[1], 1962–1964). A ces deux *aulobo* autochtones se sont «agglutinés», ces trente dernières années, une dizaine d'*aulo* de Baoulé allochtones. Les autres allochtones – Voltaïques, Maliens, Guinéens, Dahoméens, Malinké et Sénoufo – du nord de la Côte d'Ivoire sont considérés comme formant un troisième *aulobo*, celui des *étrangers*, étant bien entendu qu'ici le terme ne correspond plus du tout à un groupe de parenté, mais simplement à une communauté de résidence ayant aux yeux des autochtones une même caractéristique fondamentale: celle de venir d'ailleurs. Chacun des trois *aulobo* occupe un quartier bien délimité, *akpaswa*.

L'*aulobo* comme l'*aulo* sont en fait des unités souvent délicates à définir, encore plus à circonscrire concrètement. Leur complexité est la conséquence du caractère cognatique, ou bilinéaire, du système de parenté baoulé. En effet, si la société baoulé est à accentuation matrilinéaire (la succession, les règles d'interdiction de mariage se font par référence à la parenté utérine), certains éléments sont également retenus du côté agnatique (la résidence notamment est en principe patrilocale).

Les habitants d'Ahondo, tout en continuant à pratiquer la polyculture vivrière traditionnelle (banane plantain (aliment de base), igname, manioc, riz) sont aujourd'hui tous planteurs de cacao et de café. La première de ces cultures fut généralisée, comme partout dans cette région, dès les années 1930, la seconde un peu plus tardivement. Le plus gros planteur autochtone possède neuf hectares de cacao, ce qui lui assure déjà un revenu coquet. Fait curieux: la pêche, jadis pratiquée intensément dans le Bandama, n'occupe plus guère le paysan qu'occasionnellement; la construction du barrage de Kossou, en amont, aurait encore accentué ce mouvement de désaffection, en entraînant une raréfaction certaine du poisson en aval. Les allochtones, dont l'implantation est récente (le premier Baoulé s'installa en 1946, le premier Voltaïque fut recruté en tant que manœuvre par le chef du village en 1956), s'adonnent, eux aussi, pratiquement tous aujourd'hui à la culture spéculative, qu'elle soit industrielle (café, cacao) ou vivrière (riz, igname). Quelques-uns continuent cependant à louer leur force de travail comme manœuvres agricoles à de gros planteurs.

Malgré un relatif isolement (le Bandama n'est guère navigable, la route qui relie le village à l'extérieur n'a été ouverte, par les villageois eux-mêmes, qu'en 1950), Ahondo arbore déjà, en 1976, une allure de village résolument engagé dans le modernisme. Nombreuses sont les maisons entièrement construites en dur: briques en ciment, couverture en tôle. Une école de trois classes y fonctionne depuis 1960. La religion traditionnelle, jadis à base de cultes du terroir, est abandonnée, nous assure-t-on, depuis une trentaine d'années. Le village s'est converti au catholicisme dès avant la seconde guerre mondiale, puis est devenu

protestant méthodiste, avant d'opter massivement, en 1947, pour un culte syncrétique, d'obédience chrétienne, le culte déïma. Deux autochtones ont même choisi l'Islam, qui regroupe la plupart des allochtones du village. Cette longue présence du christianisme n'est pas sans expliquer le taux déjà élevé de monogamie chez les autochtones: près de 80% des ménages sont à une femme.

Le déplacement d'Ahondo, appelé à disparaître sous les eaux du lac de retenue du barrage de Taabo, en principe en 1978, et sa reconstruction sur un site nouveau et avec des moyens importants, devraient encore accentuer ces tendances modernistes.

*Lapo, village abé*

Village abé de la tribu morié, Lapo doit son nom à une transcription défectueuse de Alam-po, «le campement d'Alam». Les Abé participèrent au même mouvement de population qui amena, au début du 18e siècle, de l'actuel Ghana en Côte d'Ivoire, les Assabou, compagnons de la Reine Abla Pokou, sœur du prétendant malheureux au trône ashanti. Ils auraient constitué les guerriers de l'aile gauche de l'armée de la Reine (de Salverte-Marmier, 1962–1964). Les Abé s'arrêtèrent, dans leur marche vers l'ouest, dans la région d'Agboville, où ils se fixèrent et se métissèrent avec des peuples déjà anciennement en place (Pescay, 1962–1964). Quatre sous-groupes, ou «tribus», en résultèrent, dont la tribu morié.

Alam, fondateur du village de Lapo et ancêtre de tous ses habitants, aurait lui-même participé à la migration des Assabou. Installé d'abord dans le premier village abé, Grand-Morié, il établit, à la suite d'une épidémie, son campement à quelques kilomètres de là, vers le sud-est. Depuis, Lapo n'a jamais changé d'emplacement: le village aurait donc quelque 250 ans d'existence!

Lapo compte, en 1976, quelque 1200 habitants, dont une centaine d'allochtones. Le plus ancien de ces derniers, un Malinké du nord-ouest de la Côte d'Ivoire, arriva au village il y a une quarantaine d'années déjà, comme manœuvre agricole. Aujourd'hui, il est établi à son compte comme riziculteur. D'autres Malinké suivirent, ainsi que des Mossi de Haute-Volta, devenus rapidement les plus nombreux. A ce jour, un seul de ces allochtones est établi comme planteur de café. La plupart travaillent comme manœuvres agricoles pour le compte des autochtones. Ces derniers, parallèlement à la polyculture vivrière traditionnelle, à base de banane plantain, de taro et d'igname, pratiquent, en effet, intensivement la culture de rente, introduite dans la région dès avant la seconde guerre mondiale pour le cacao, après 1945 seulement pour le café. Le plus gros planteur du village ne possède pas moins de 16 hectares de ces deux cultures, entretenus par six manœuvres. La production du village est commercialisée, depuis 1971, par un GVC (Groupement à Vocation Coopérative) – embryon d'une future coopérative –, qui assure l'achat du produit au planteur, le stockage, enfin la vente à un traitant libanais d'Agboville, dont le camion assure le ramassage. Une route carrossable, dont l'état laisse cependant à désirer en saison des pluies, relie Lapo au chef-lieu de sous-préfecture depuis 1955.

Les Abé, malgré des origines akan, forment une société à filiation patrilinéaire et à résidence patrilocale. L'unité de base en est le patriclan, ensemble des descendants en ligne agnatique du même ancêtre. Dans le cas de Lapo, patriclan (groupe de descendance) et village (communauté de résidence) sont étroitement confondus: tous les habitants, nous l'avons vu, revendiquent le même ancêtre, Alam. Aujourd'hui, le village se compose cependant de trois quartiers (les allochtones ayant leur quartier à part), correspondant à trois patrilignages, *téni*, issus des trois fils de l'aïeul. C'est le *téni* qui constitue l'entité exogame. L'unité du village-patriclan n'en est pas pour autant affectée. Jadis, l'aîné du patriclan était à la fois chef du village *(oho-chi)* et chef de la terre *(oho-nana)*. A Lapo, les deux pouvoirs sont maintenant dissociés. Le chef de village, création de l'administration et interlocuteur de celle-ci, peut être choisi parmi l'ensemble des adultes. Quant au chef de terre, qui reste le véritable père spirituel de la communauté (il préside aux principaux rituels – sacrifices chtoniens, fêtes des prémices –, encadre les chefs de terre de chaque patrilignage, est seul habilité à accorder une parcelle du terroir aux allochtones), il est toujours le doyen du patriclan. C'est lui qui continue en fait à incarner l'autorité au village.

Cette structure sociale de type patriarcal était, jadis, renforcée par un système complexe de classes d'âge, que les groupes d'origine akan empruntèrent aux populations anciennement en place: conséquence de la désintégration avancée de la société abé traditionnelle? L'image que l'on conserve aujourd'hui de ces classes est floue. Certains observateurs en ont dénombré quatre (Dupire, 1960; Paulme[2], 1970). A Lapo, nous assure-t-on, il en existerait cinq, qui correspondent en fait aux sous-classes identifiées par les auteurs précédents: Trogba, les «grands» vieillards (il en reste un seul au village), Djéhoua, les vieux (il en reste 12), Boto, les adultes, Assoungba, les jeunes, Agbli, les enfants. Contrairement aux Ebrié ou aux Attié, les Abé n'appartiennent pas à la même classe toute leur vie, mais sont promus à la classe supérieure à l'extinction du dernier des Trogba. Depuis l'avènement d'Alam, il y aurait eu neuf promotions seulement. Les fonctions de ces classes étaient les suivantes: les «grands» vieillards et les vieux réglaient les conflits, recevaient les étrangers, veillaient au maintien de l'ordre social; les adultes faisaient la guerre, les jeunes effectuaient les travaux des champs ou du village, les enfants ne participant pas encore à la vie de la communauté. Ces classes n'ont plus guère, aujourd'hui, de rôle fonctionnel.

Village relativement aisé, grâce à la culture du café et du cacao, Lapo, malgré une situation en cul-de-sac à l'extrémité d'une piste difficilement praticable en toutes saisons, est résolument engagé dans la voie du modernisme. Une école, aujourd'hui de six classes et équipée de la télévision scolaire, assure l'instruction de ses enfants depuis 1957. La majorité des villageois ont adopté la religion catholique dès avant la dernière guerre mondiale, quelques-uns se sont convertis au protestantisme ces dix dernières années, un petit noyau seulement demeure animiste. Au cœur d'une forêt aux potentialités agricoles importantes, disposant d'un terroir encore peu saturé, Lapo peut regarder l'avenir avec optimisme.

*Mopé, village attié*

Mopé est un village attié, de la tribu des Tchoyasso. Les Attié, comme leurs voisins abé, sont le résultat d'un métissage physique et culturel entre des noyaux akan, venus de l'actuel Ghana, soit avec la Reine Abla Pokou, au début du 18e siècle, soit plus tard, et un fond ancien de peuplement autochtone, apparenté aux populations lagunaires. Les Tchoyasso, «les hommes des palmiers», qui doivent leur nom à la richesse de la région en elaeis (palmier à huile), seraient une branche des Kettin, tribu attié la plus septentrionale, dont l'arrivée est postérieure à celle des Assabou (Pescay, 1964). Le fondateur de Mopé n'est cependant pas d'origine akan. L'ancêtre des habitants du village, Adou, est venu du sud, de la tribu des Lépé. C'est en poursuivant un éléphant qu'il découvrit le pays tchoyasso, où il se fixa. Son campement devint le village de Mopé, toponyme dont le sens est perdu.

Le village actuel n'a pourtant que onze ans d'existence. L'ancienne communauté ne résista pas aux bouleversements des débuts de l'ère coloniale et éclata. Ses ressortissants se dispersèrent en plusieurs campements, qui furent rattachés par l'autorité administrative à d'autres villages. Ce n'est qu'en 1949 que les survivants de cette diaspora et leurs descendants décidèrent de revenir, sous le nom de Mopé, sur l'emplacement jadis occupé par leurs aïeux, emplacement qu'ils abandonneront cependant dès 1965 au profit du site actuel.

Mopé compte aujourd'hui 250 habitants, dont une dizaine seulement d'allochtones. Le village est ici constitué par un clan, *woho,* ensemble des descendants de l'ancêtre Adou. Chef de village et chef de clan étaient autrefois une seule et même personne, le plus expérimenté (pas forcément l'aîné) des vieux du groupe de parenté. L'administration coloniale a institué, parallèlement au chef de clan, *hobyi,* un chef de village, *kwèyi,* dont elle a fait son seul interlocuteur. Dans la pratique, le kwèyi reste subordonné au hobyi, qu'il ne manque jamais de consulter pour la gestion des affaires du village.

A l'inverse des Abé, les Attié sont matrilinéaires: l'enfant hérite de son oncle maternel et non pas de son père. La résidence est cependant patrilocale. Les Attié considèrent toujours que le meilleur mariage (le mariage préférentiel) est celui entre cousins croisés: fils (ou fille) du frère de la mère – fille (ou fils) de la sœur du père, une telle union assurant le mieux la reproduction (donc la perpétuation) du groupe de parenté, puisque l'enfant à naître sera l'exacte réplique biologique du grand-père... Le système des classes d'âge est également de rigueur. Il est comparable à la fois dans sa structure et dans sa terminologie à celui des Ebrié. Les Attié ne retiennent cependant que trois classes, *fowké* (Niando, Dyigbo, Brèswué), subdivisées chacune en cinq sous-classes, *bié.* Chaque individu appartient toute sa vie durant à la même classe. La hiérarchie entre promotions (anciens, hommes mûrs – jadis les guerriers –, jeunes gens) se traduisait (et se traduit encore) jusque dans l'occupation de l'espace villageois: les «pères» occupaient le milieu de l'agglomération, la promotion intermédiaire tenait le haut, le bas était le domaine des «fils» (Paulme[1], 1970). Ces trois «quar-

tiers» sont effectivement présents à Mopé: le milieu, *yaya*, le haut, *fo*, et le bas, *dzo*.

A moins de 10km de la route bitumée Abidjan-Adzopé, le village n'est cependant relié à ce grand axe que depuis 1965. Aussi l'économie de plantation, quoique introduite relativement tôt (vers 1935 pour le cacao, vers 1940 pour le café) y apparaît-elle à première vue moins dynamique que dans d'autres localités de la région. Le plus gros planteur de Mopé a commercialisé, lors de la dernière traite, à peine 3 tonnes de cacao et moins de ½ tonne de café. Aucun des dix allochtones ne possède de plantation pérenne sur le terroir du village. Ces derniers, à l'exception d'un Agni, «qui fait du bangui» (vin de palme), sont tous Voltaïques et travaillent comme manœuvres agricoles. La culture vivrière, qui assure l'essentiel de la subsistance, semble occuper le paysan pour la plus grande partie de son temps. Le manioc est l'aliment de base (sous forme d'attiéké, sorte de semoule), suivi de la banane plantain – mangée en foutou, sorte de pâte pilée, mélangée au manioc –, de l'igname et du taro. Les seules protéines animales sont aujourd'hui fournies par le poisson (acheminé «frais» d'Abidjan et fumé sur place), très peu seulement par le menu gibier (la chasse étant, comme partout ailleurs en Côte d'Ivoire, interdite), tel que rats et agoutis. Au pays des Tchoyasso les graines de palme ne manquent heureusement jamais.

Malgré des potentialités importantes (forêt abondante, population peu nombreuse, immigration agricole allochtone inexistante), Mopé donne l'impression d'un village pauvre. L'habitat reste largement traditionnel. Une école existe bien depuis 1972, mais elle est de type «clandestin», c'est-à-dire non reconnue officiellement, donc non desservie par des maîtres fournis et payés par l'Etat. Le premier instituteur est prévu pour la rentrée 1976. En attendant, un moniteur «bénévole», recruté et payé par les villageois eux-mêmes, essaie de faire «tourner» les trois classes dont il a la charge. Si la religion traditionnelle est abandonnée depuis longtemps (le village se proclame unanimement catholique), les habitants de Mopé affichent cependant un comportement nettement moins progressiste dans le domaine économique. Non seulement le village produit peu, mais la commercialisation du café et du cacao reste intégralement entre les mains des traitants d'Adzopé, en l'absence de tout groupement coopératif. Une prise de conscience s'impose: l'avenir de Mopé en dépend.

Dupire M.: Planteurs autochtones et étrangers en Basse-Côte d'Ivoire orientale. Dans: Etudes éburnéennes *VIII*, 53 (1960).

Etienne P.: Etude régionale de Bouaké, tome I, Le peuplement, p. 138 (1962–1964).

Etienne[1] P.: idem, p. 125.

Niangoran-Bouah G.: Les Ebrié et leur organisation politique traditionnelle. Dans: Annales de l'Université d'Abidjan, Ethnosociologie, série F, fascicule I, Abidjan 1969.

Paulme D.: Classes et associations d'âge en Afrique de l'Ouest. Plon, Paris 1970.

Paulme[1] D.: idem, p. 238.

Paulme[2] D.: idem, p. 281–285.

Pescay M.: Etude régionale du Sud-Est, La sociologie, p. 32. Ministère du Plan, Abidjan 1964.

Recensement AVB: République de Côte d'Ivoire. Autorité pour l'Aménagement de la Vallée du Bandama, chargée du devenir des populations inondées par les lacs de retenue, hier du barrage de Koussou – plus de 50000 personnes déplacées –, aujourd'hui du barrage de Taabo – 15000 personnes à déplacer, dont le village d'Aondo. SPEAF (Société de Promotion de l'Entreprise Africaine SA), Bruxelles, mai 1972.

de Salverte-Marmier Ph., de Salverte-Marmier N.A.: Etude régionale de Bouaké, tome I, Le peuplement, p. 25 ss. (1962–1964).